Titre

CRD Nancy, 13 nov. 2020

CONSEIL DE DISCIPLINE de la Cour d'Appel de Nancy

Arrêté du Conseil de Discipline de la Cour d'Appel de NANCY du vendredi 13 novembre 2020

Monsieur le Bâtonnier de l'Ordre des Avocats au Barreau d'EPINAL

c/

Maître

Le Conseil de Discipline de la Cour d'Appel de NANCY siégeant le vendredi 13 novembre 2020 à 09 HEURES 30 à la bibliothèque de l'Ordre des Avocats à la Cour d'Appel de NANCY sis 3 Rue Suzanne Regnault-Gousset, sous la présidence de Monsieur le Bâtonnier Pascal KNITTEL, Avocat au Barreau d'EPINAL, et se composant ainsi qu'il suit:

- Monsieur le Bâtonnier Alain BEGEL, Avocat au Barreau d'EPINAL
- Monsieur le Bâtonnier Pascal KNITTEL, Avocat au Barreau d'EPINAL,
- Monsieur le Bâtonnier Laurent LEFEBVRE, Avocat au Barreau de VAL-DE-BRIEY,
- Maître Christine REICHERT, Avocat au Barreau d'EPINAL,
- Maître Georges DAL MOLIN, Avocat au Barreau de NANCY,
- Maître Samuel ADAM, Avocat au Barreau de NANCY,
- Maître Alexia CADIX, Avocat au Barreau de NANCY,
- Maître Alexandra VAUTRIN, Avocat au Barreau de NANCY.

A été saisi des poursuites initiées à l'encontre de Maître- Avocat inscrit au Barreau d'EPINAL, sur requête de Monsieur le Bâtonnier, Avocat au Barreau d'EPINAL procédant, sur délégation, par Monsieur le Bâtonnier Cyrille GAUTHIER, Bâtonnier sortant de l'Ordre des Avocats au Barreau d'EPINAL, ce dernier comparant en personne, suivant acte de saisine du 26 novembre 2019.

Le Conseil de l'Ordre des Avocats au Barreau d'EPINAL a, par délibération du 03 décembre 2019, désigné en qualité de rapporteur Maître

Suivant Ordonnance rendue le 14 mai 2020 au visa de l'article 191 du Décret 91/1197 du 27 novembre 1991, Monsieur le Président du Conseil de discipline a prorogé le délai accordé au rapporteur pour déposer son rapport jusqu'au 24 mai 2020, inclus.

Le rapport, posté le 22 mai 2020, a été reçu le lundi 25 du même mois.

Maître a, pour l'audience du 03 juillet 2020, été cité à comparaître devant le Conseil de Discipline suivant exploit délivré à sa personne, à son domicile, le 09 juin 2020.

Bien que régulièrement convoqué en application de l'article 192 du Décret 91-1197 du 27 novembre 1997, Maître n'a pas comparu.

Advenu l'audience du 03 juillet 2020, vu la demande de renvoi formulée par Maître - auprès de Monsieur le Bâtonnier de l'Ordre des Avocats au Barreau d'EPINAL par mails émis à destination de Monsieur le Président du Conseil de Discipline, d'une part, et de Monsieur le Bâtonnier Cyrille GAUTHIER, d'autre part, le jeudi 02 juillet 2020 à 20 HEURES 35,

Vu par ailleurs les pièces médicales produites à l'appui de cette demande:

- Prescription tests de sérologie (25.05.2020) - Docteur Philippe CAVARÉ, rapportant notamment l'existence de manifestations cliniques susceptibles d'être liées à une infection par COVID 19 extériorisées en février 2020,

- Certificat (24.06.2020) – Docteur Philippe CAVARÉ attestant de l'incapacité «actuelle» de Maître - de «se rendre physiquement en Audience (Conseil de discipline) ,

- Arrêts (2) de travail des 25 mai et 24 juin 2020, à échéances respectives des 23 juin et 25 juillet 2020 autorisant l'un et l'autre des sorties en dehors des plages horaires suivantes: 09 heures -11 heures, 14 heures -16 heures.

Après avoir entendu Monsieur le Bâtonnier Cyrille GAUTHIER en ses observations, le Conseil de Discipline a, suivant arrêté du 03 juillet 2020 :

- Ordonné le renvoi de la cause et des parties à l'audience du Conseil de Discipline du 02 octobre 2020 à 09 heures 30.
- Ordonné la prorogation, pour une durée de QUATRE MOIS, du délai imparti au Conseil de Discipline pour statuer par une décision au fond ou avant dire-droit sur les faits dont il est saisi,

La décision dont s'agit a, le 07 juillet 2020, été notifiée à Maître lequel a accusé réception de l'envoi expédié à l'adresse de domicile personnel le 15 du même mois, ceux adressés à son cabinet principal et à son cabinet principal ayant été retournés «plis avisés et non réclamés».

Maître a, pour l'audience du 02 octobre 2020, été cité à comparaître devant le Conseil de Discipline suivant exploits délivrés les 12, 17 août et 03 septembre 2020.

Bien que régulièrement convoqué en application de l'article 192 du Décret 91/1197 du 27 novembre 1997, Maître n'a pas comparu.

Advenue l'audience du 02 octobre 2020, vu la nouvelle demande de renvoi formulée par Maître auprès de Monsieur le Bâtonnier de l'Ordre des Avocats au Barreau d'EPINAL par mails émis à destination de Messieurs le Président du Conseil de Discipline, d'une part, et de Monsieur le Bâtonnier Cyrille GAUTHIER, d'autre part, le 1er octobre 2020,

Vu les pièces produites à l'appui de la lettre portant demande de report datée du 30 septembre 2020:

- Certificat (29.09.2020)- Docteur rapportant que l'état de santé de Maître ne lui permet pas de se présenter à l'audience du 02.10.2020,
- Ordonnance portant prescription médicamenteuse (29.09.2020) - Docteur
- Photographie du visage de Maître

Après avoir entendu Monsieur le Bâtonnier Cyrille GAUTHIER, procédant par délégation de Monsieur le Bâtonnier du Barreau d'EPINAL, en ses observations, le Conseil de Discipline a, suivant arrêté du 2 octobre 2020, ordonné le renvoi de la cause et des parties à l'audience du Conseil de Discipline du vendredi 13 novembre 2020 à 09 HEURES 30.

Maître a, pour l'audience du 13 novembre 2020, été cité à comparaître devant le Conseil de Discipline suivant exploits [3] délivrés le 23 octobre 2020, chacun d'entre eux ayant été remis à étude.

Bien que régulièrement convoqué en application de l'article 192 du Décret 91-1197 du 27 novembre 1997, Maître n'a pas comparu.

Celui ci ne s'est pas manifesté. Aucune demande de renvoi n'a été présentée.

L'affaire a été retenue. Aucune évocation en Chambre du Conseil n'a été sollicitée ou ordonnée. Les débats se sont poursuivis publiquement.

Monsieur le Président a exhaustivement repris les teneurs d'une part, de l'acte de saisine et d'autre part, du rapport dressé par Maître Laure DESFORGES.

Il a, par ailleurs, fait lecture de la lettre datée du 02 juillet 2020, expédiée dans la perspective de l'audience du lendemain, aux termes de laquelle Maître annonçait l'envoi de conclusions [non ultérieurement communiquées] et présentait déjà quelques observations quant au suivi des trois dossiers : «SIMONIN», «SALMON» et « GACHENOT» évoqués dans l'acte de poursuites.

Maître est poursuivi pour manquements à l'honneur et aux obligations de délicatesse et de courtoisie qu'impose l'exercice de la profession. Il lui est reproché de n'avoir pas, nonobstant sollicitations et rappels, respecté l'Arrêt n° 1912 rendu le 09 septembre 2019 par la Cour d'appel de NANCY et l'Ordonnance prise, en exécution, par le Bâtonnier de l'Ordre des Avocats d'EPINAL le 30 du même mois portant désignation de Monsieur le Bâtonnier Denis JEANNEL en qualité d'administrateur provisoire chargé de gérer les dossiers suivis par Maître

sur la période couvrant celle de l'interdiction d'exercice prononcée par l'arrêt susvisé.

Le tout en contrariété avec les dispositions des articles 173, 180 et suivants du Décret 91-11997 du 27 novembre 1991, 22 et suivants de la Loi du 71-1130 du 31 décembre 1971 et 1 du Règlement Intérieur National.

RAPPEL DES FAITS

Suivant décision (RG 19/1006) rendue le 09 septembre 2019, la Cour d'appel de NANCY a confirmé la décision prise le 25 février précédant à l'encontre de Maître -par le Conseil de discipline de la Cour d'appel de NANCY quant à la sanction d'interdiction exercer prononcée, et statuant à nouveau sur la durée de cette interdiction, l'a réduite à une période de six mois dont trois mois assortis d'un sursis.

L'arrêt a été notifié à la diligence du secrétariat-greffe de la Cour.

Dans le prolongement de cette décision exécutoire en dépit du pourvoi non suspensif inscrit par contre la décision d'appel et en cours d'instruction, le Bâtonnier des Avocats du Barreau d'EPINALa, le 30 septembre 2019, désigné Monsieur le Bâtonnier Denis JEANNEL aux fins d'exercer les fonctions d'administrateur provisoire chargé, sur la période d'exécution de la peine, d'assurer la gestion des dossiers suivis par l'avocat sanctionné.

Le choix d'un avocat tiers à la structure d'exercice professionnel (la SELARL SENTINELLE) dont Maître est membre a été fait compte-tenu du climat extrêmement conflictuel régnant entre es associés.

L'Ordonnance précitée a fait l'objet d'une notification par lettre recommandée avec avis de réception à Maître_, qui n'a pas été retirée.

Le Conseil d'alors de l'intéressé a également reçu copie de l'Ordonnance. Monsieur le Procureur Général en était également régulièrement avisé.

Le Bâtonnier Denis JEANNEL avisait également Maître - de sa désignation dans plusieurs correspondances, dont notamment une lettre recommandée en date du 14 octobre 2019 qui a été retirée.

Dans ce courrier, l'administrateur rappelait à Maître - son obligation de lui transmettre l'ensemble des dossiers en sa possession, ainsi que tous éléments utiles lui permettant d'assurer ses fonctions.

Maître a confirmé avoir connaissance de la désignation de l'administrateur provisoire dans un mail adressé à ce dernier du 23 octobre 2019, mais

sollicitait une nouvelle copie de l'ordonnance qui n'aurait pas été jointe au courrier recommandé de l'administrateur du 14 octobre précédent.

Une nouvelle transmission de l'ordonnance était faite à Maître - par Monsieur le Bâtonnier JEANNEL dès le lendemain.

Or, Maître , en dépit des demandes réitérées de l'administrateur provisoire et encore du rappel émis par le Bâtonnier du Barreau d'EPINAL en date du 24 octobre 2019, d'avoir à se conformer à l'Ordonnance du 30 septembre 2019, n'a transmis aucun dossier, document ou support d'activité quelconque, en réponse aux sollicitations.

Plus précisément encore, Maître n'a pas donné aucune suite aux demandes d'observations et d'explications formulées auprès de lui par l'administrateur, sollicité notamment dans trois dossiers [deux clients, MM. SIMONIN et SALMON, et un Avocat Maître Philippe LYON, inscrit au Barreau de NANCY.

Une procédure disciplinaire a, à raison de ce comportement, été initiée suivant acte de saisine daté du 26 novembre 2019.

Maître n'a pas déféré à la convocation que lui a postérieurement délivrée le rapporteur désigné par le Conseil de l'Ordre. Aucune pièce, aucune observation n'a été transmise à ce dernier.

Maître n'a pas comparu devant le Conseil de Discipline.

Par lettre datée du 02 juillet 2020 adressée à son Président, il a, sur trois dossiers, présenté les observations suivantes

- Dossier : Maître - n'a pas contesté que les formalités de publication nécessaires à la finalisation du dossier n'aient pas été exécutées. Il a rejeté la responsabilité de cette carence sur ses associés.

- Dossier : Maître a confirmé avoir été sollicité par Monsieur SALMON et indiqué l'avoir, en retour, invité, compte tenu de son empêchement, à s'adresser à l'administrateur provisoire. Il a indiqué ne disposer que de maigres pièces - non communiquées - et fait valoir que de plus amples informations pouvaient être recueillies de la personne à l'origine de la mise en cause de son mandant.

- Dossier : Maître indique s'être dessaisi de l'entier dossier au profit d'un« confrère nancéien ».

Aucune pièce n'a, à l'appui des observations sur ces trois dossiers, été produite.

SUR LA PERSONNALITÉ :

Maître , inscrit au Tableau du Barreau d'EPINAL, a prêté serment le 16 janvier1996.

Il est âgé de 50 ans.

Son exercice professionnel, sous réserve de ce qui a supra été dit, n'a pas été interrompu.

Exception faite de la sanction prononcée par la Cour de NANCY aux termes de son arrêt du 09 septembre 2019, aucun antécédent disciplinaire n'est à déplorer.

Il poursuit son activité en qualité de cogérant-associé de la SELARL SENTINELLE. Maître réside, à titre personnel, à NANCY.

Il a, à se référer aux termes de l'arrêt supra cité, indiqué, à l'occasion des débats tenus le 03 juin 2019, souffrir d'une dépression sérieuse, soignée par son médecin généraliste.

La Cour d'Appel a tenu compte dans sa décision, de cet « état de santé obéré » depuis au moins trois années.

A l'issue de l'instruction faite à l'audience, la parole est donnée à Monsieur le Bâtonnier Cyrille GAUTHIER.

Monsieur le Bâtonnier Pascal KNITTEL indique ensuite que le délibéré sera rendu à l'issue de la suspension d'audience.

Monsieur le Bâtonnier Cyrille GAUTHIER a été invité à se retirer.

Après en avoir délibéré secrètement, le Conseil de Discipline rend publiquement l'arrêté dont la teneur suit

Considérant que l'avocat empêché d'exercer, notamment par suite d'une interdiction temporaire, demeure soumis aux obligations déontologiques, et à la discipline de sa profession (Cassation Civile 1ère - 4 janvier 2005)

Considérant que l'Ordonnance du 30 septembre 2019 ordonnait expressément à Maître - de remettre à Monsieur le Bâtonnier JEANNEL l'intégralité des dossiers en sa possession.

Que Monsieur le Bâtonnier JEANNEL a lui-même rappelé dans ses courriers successifs à l'intéressé, l'obligation pour ce dernier à lui transmettre tous les éléments utiles lui permettant de mener à bien sa mission,

Considérant que le défaut de réponse et plus généralement l'absence de coopération imputés à Maître sont établis à l'égard de l'administrateur provisoire, agissant en qualité de délégué du Bâtonnier,

Considérant que ces faits ont donc compromis la mise à exécution de la décision prononcée par la Cour d'Appel le 09 septembre 2019, de même que la mise en œuvre de l'Ordonnance du 30 septembre suivant prise pour son exécution,

Que ces faits ont tout autant porté atteinte à l'autorité et au crédit respectivement du Bâtonnier et de l'administrateur provisoire investi d'une mission ordinaire.

Considérant que ces faits caractérisent un manquement à l'obligation de délicatesse et de courtoisie à laquelle tout avocat est tenu tout à la fois à l'égard de ses Confrères, des mandants et de l'autorité judiciaire,

Considérant qu'en raison de leur nature, ces faits revêtent une gravité certaine et sont attentatoires aux principes essentiels de la profession,

Considérant aussi que ces manquements n'ont pas, en l'état des éléments du dossier, eu des prolongements dommageables à l'égard des clients, ni n'ont suscité une recherche de la responsabilité professionnelle de Maître--

Considérant encore qu'il importe de tenir compte de des difficultés de santé semble-t-il non encore résorbées, rencontrées par Maître

Considérant que la peine infligée tiendra compte de l'ensemble des éléments ci-dessus.

Considérant enfin, la sanction prononcée par la Cour d'Appel aux termes de son arrêt du 09 septembre 2019 n'étant pas définitive puisque frappée d'un pourvoi en cassation, et la citation ne portant pas de mention relative au sursis ordonné, qu'il n'y a pas lieu de se prononcer sur la révocation de celui-ci.

Vu les dispositions des articles 3 et 22 de la Loi N71-1130 u 31 dtccembre1971,

Vu les dispositions des articles 183 et 184 du Décret n°91-197 du 27 novembre1991, Vu les dispositions de l'article1. du Règlement Intérieur National.

DIT que l'ensemble des faits dont le Conseil d Discipline est saisi est établi et constitue des manquements aux obligations déontologiques e professionnelles de la profession d'Avocat.

En conséquence de ces manquements,

INFLIGE à Maître la peine du BLÂME.

DIT n'y avoir lieu à statuer sur la révocation d sursis assortissant la décision disciplinaire de la Cour d'Appel de NANCY en date du 9 septembre 2019.

Il est enfin rappelé à Maître que la présente décision est susceptible d'appel dans les conditions de l'article 197 du Décret du 27 novembre 1991 susvisé.